



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

Sous-direction de la préfiguration
de l'agence ministérielle de gestion

Bureau des achats de communication

**Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
n°DAF_2025_000508
pour
la fourniture et l'installation de matériels audiovisuels au profit
de l'Ecole des Commissaires des Armées et prestations
associées.**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PIECES CONTRACTUELLES.....	4
ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 3. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	4
3.1. Durée du marché	4
3.2. Neutralisation de périodes	4
ARTICLE 4. MONTANT DU MARCHÉ	4
ARTICLE 5. CORRESPONDANTS DES PARTIES.....	4
5.1. Représentation de la personne publique	4
5.2. Représentant du titulaire.....	5
ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXÉCUTION.....	5
6.1. Conditions générales d'exécution	5
6.2. Dispositions particulières concernant le personnel du titulaire.....	6
6.3. Émission des ordres de service.....	6
6.4. Clauses environnementales	7
6.5. Clause sociale.....	7
6.6. Dispositif social du militaire blessé	7
6.7. Respect du droit du travail	8
6.8. Modifications à caractère technique en cours d'exécution	9
6.9. Documents à produire en cours d'exécution du marché	9
6.10. Réparation des dommages.....	10
6.11. Assurances	10
ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS.....	10
ARTICLE 8. LIVRABLES	10
ARTICLE 9. OPÉRATION DE VÉRIFICATION – ADMISSION	11
9.1. Opérations de vérification	11
9.2. Admission	11
9.3. Ajournement.....	11
9.4. Réfaction.....	11
9.5. Rejet.....	12
ARTICLE 10. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ	12
10.1. Contenu des prix.....	12
10.2. Type des prix	12
10.3. Variation des prix	12
10.4. Actualisation des prix	12
10.5. Unité monétaire.....	12
10.6. Paiement de la TVA pour les prestations de services exécutées par un titulaire français.....	12
10.7. Paiement de la TVA pour les prestations de service exécutées par un titulaire étranger.....	13
ARTICLE 11. CONDITIONS DE PAIEMENT	13
11.1. Avance	13
11.2. Modalités de paiement.....	13
11.3. Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement.....	14

11.4.	Délai global de paiement	15
11.5.	Cession et nantissement de créance	16
ARTICLE 12. PÉNALITÉS		16
12.1.	Pénalités pour retard	16
12.2.	Pénalités pour indisponibilité dans le cadre de la garantie	16
ARTICLE 13. GARANTIES		17
ARTICLE 14. CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ.....		17
14.1.	Confidentialité	17
14.2.	Dispositions relatives à l'accès aux emprises	17
ARTICLE 15. RÉSILIATION DU MARCHÉ.....		18
15.1.	Résiliation du marché	18
ARTICLE 16. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES – RECOURS		18
16.1.	Recours gracieux.....	18
16.2.	Règlement amiable des litiges et des différends	18
16.3.	Recours contentieux	18
ARTICLE 17. DROIT ET LANGUE APPLICABLES AU PRÉSENT MARCHÉ		19
17.1.	Droit applicable	19
17.2.	Usage de la langue française.	19
ARTICLE 18. DÉROGATIONS.		19

ARTICLE 1. PIECES CONTRACTUELLES

Les présents documents contractuels sont soumis au code de la commande publique.

Le marché est régi par les documents suivants qui, en cas de contradiction, prévalent dans l'ordre ci-après :

- 1.1. L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière, documents signés par le titulaire et l'acheteur* ;
- 1.2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n°DAF_2025_000508 ;
- 1.3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n°DAF_2025_000508 ;
- 1.4. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 dans sa version applicable à la date de lancement de la présente consultation (non joint aux pièces du marché mais dont le titulaire déclare avoir pris connaissance) ;
- 1.5. L'offre technique du titulaire.

*Aucune valeur contractuelle n'est reconnue à tout autre document à caractère financier figurant dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 2. OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation de matériels audiovisuels au profit de l'Ecole des Commissaires des Armées (ECA) et prestations associées.

Les prestations sont détaillées aux articles 1, 2 et 3 du cahier des clauses techniques particulières cité au 1.3 supra.

ARTICLE 3. DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

3.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de 12 (douze) mois.

3.2. Neutralisation de périodes

Les durées prévues au marché s'entendent, périodes de congés annuels comprises. Aucune neutralisation n'est effectuée pour tenir compte d'une éventuelle fermeture des établissements du titulaire (ou des cotraitants ou des sous-traitants).

ARTICLE 4. MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du marché figure dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

ARTICLE 5. CORRESPONDANTS DES PARTIES

5.1. Représentation de la personne publique

5.1.1. L'acheteur

En application des dispositions de l'article 3.3 du CCAG/FCS, l'acheteur est habilité à émettre toutes les décisions au titre du présent marché, et il est en particulier le seul pour les prolongations de délais émises en application de l'article 13.3 du CCAG/FCS, les sursis de livraison, les exonérations de pénalités et toutes les décisions portant grief (ajournement, admission avec réfaction, rejet, résiliation, suspension de tout ou partie des prestations en application de l'article 24 du CCAG/FCS). Les coordonnées de l'acheteur sont :

Secrétariat général pour l'administration
Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion (SDPAMG) – PC04
60, boulevard du général Martial Valin
CS 21623
75509 PARIS CEDEX 15

5.1.2. Le service en charge du suivi et du contrôle de l'exécution du marché

La personne habilitée à suivre et à contrôler l'exécution des prestations, ainsi qu'à établir la constatation du service fait, est le représentant du GSBDD ISP, dont les coordonnées sont les suivantes :

GSBDD / ISP / Division Conduite du Soutien
Bureau Ressources / Cellule Contrôle Prestation-Prscription
08 route du Camp d'Aviation
BP 20099
13128 ISTRES CEDEX

5.2. Représentant du titulaire

5.2.1.

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG/FCS dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

5.2.2.

Conformément aux dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG/FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

5.2.3.

Conformément à l'article 3.5 du CCAG/FCS, le membre du groupement d'opérateurs économiques, désigné comme le mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur pour l'exécution du marché. En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXÉCUTION

6.1. Conditions générales d'exécution

6.1.1. Responsabilité du titulaire

Le titulaire a la responsabilité de réaliser les prestations conformément aux clauses prévues par le présent marché. Il doit obtenir le résultat demandé avec les moyens qu'il a choisis.

6.1.2. Lieux d'exécution et de livraison

Les fournitures sont réalisées dans les locaux du titulaire à l'adresse indiquée dans son offre technique.

Les fournitures et prestations sont livrées dans les locaux de l'ECA installées sur la base aérienne de Salon-de-Provence.

6.1.3. Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire.

Il est fait application de l'article 18 du CCAG/FCS. Les constats mentionnés à l'article 18 du CCAG/FCS sont signés par l'autorité définie à l'article 5.1.2 et par le titulaire.

6.1.4. Stockage, emballage, transport et gestion des déchets

Pour les marchés comportant la fourniture de biens devenant propriété de la personne publique, les stipulations suivantes sont applicables au stockage, à l'emballage, au transport et à la gestion des déchets de ces biens.

6.1.4.1. Stockage

Conformément à l'article 20.1.2 du CCAG/FCS, le stockage est effectué dans les locaux de la personne publique. A ce titre, la personne publique assume la responsabilité du dépositaire jusqu'à la décision d'admission.

6.1.4.2. Emballage

Il est fait application de l'article 20.2 du CCAG/FCS.

6.1.4.2.1.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG, la qualité des emballages doit être adaptée aux conditions et modalités de transport prévues dans le présent marché. Elle est de la responsabilité du titulaire.

Lorsque cela n'est pas de nature à contrevenir aux règles sanitaires et d'hygiène, le titulaire utilise des contenants réutilisables, recyclés, recyclables ou réemployés. Il veille également, dans la mesure du possible, à en réduire les quantités, en volume et en poids.

Par dérogation à l'article 20.2 du CCAG/FCS, le titulaire privilégie le mode de livraison le plus adapté aux spécificités du marché.

6.1.4.2.2.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, la livraison du bien par le titulaire au titre du marché entraîne le transfert de la propriété de l'emballage du bien.

6.1.4.3. Transport

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

6.2. Dispositions particulières concernant le personnel du titulaire

6.2.1. Réalisation des prestations

Le titulaire est responsable du personnel qu'il a désigné pour la réalisation des prestations objet du marché.

Si pour une raison indépendante de leur volonté, tout ou partie du personnel désigné par le titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et pourvoit à leur remplacement afin que l'exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

6.2.2. Liens juridiques

Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier (léislation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.).

Aucun lien de subordination entre les employés du titulaire et la personne publique ne doit s'établir.

6.3. Émission des ordres de service.

L'émission des ordres de service s'effectue dans les conditions prévues par l'article 3.8 du CCAG/FCS.

6.4. Clauses environnementales

Conformément à l'article 16.2 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à respecter les exigences législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de signature du marché par ses soins.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du contrat et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au contrat.

Par ailleurs, les livrables qui le permettent, font l'objet d'une transmission dématérialisée.

Dans l'hypothèse où le titulaire est amené à remettre des supports papier au titre du présent contrat (lors des réunions par exemple), le papier recyclé doit être utilisé dès lors qu'il est disponible. A défaut, le papier utilisé doit être intégralement issu de forêts gérées durablement.

Enfin, dans l'hypothèse où le titulaire est amené à assurer le transport des intervenants, la voie aérienne est autorisée lorsque le temps de trajet par la voie ferroviaire est supérieur à 4 heures. Dans les cas spécifiques où le trajet s'effectue dans une même journée, la voie aérienne est autorisée lorsque le temps total de trajet (aller-retour) par la voie ferroviaire est supérieur à 6 heures.

6.5. Clause sociale

Le titulaire du marché s'engage à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés d'insertion dans les conditions du présent article.

6.6. Dispositif social du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché : le dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

6.6.1. Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

6.6.2. Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire. Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

6.6.3. Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
 - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
- d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
- de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur :
 - lors de la signature d'une convention de stage ;
 - de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
 - de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

6.6.4. Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

6.7. Respect du droit du travail

Le titulaire s'engage à respecter les obligations prévues par l'article 6 du CCAG/FCS.

6.8. Modifications à caractère technique en cours d'exécution

Le titulaire du marché ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

6.8.1.

En cours d'exécution du marché, l'acheteur peut demander au titulaire de lui fournir un devis correspondant à des modifications à caractère technique qu'il souhaite prescrire ou correspondant à des modifications proposées par le titulaire.

Le titulaire doit fournir un devis détaillé indiquant les modifications de prix et de délais à prévoir.

6.8.2.

Sur le fondement du devis reçu, l'acheteur formalise alors sa décision en notifiant au titulaire un ordre de service correspondant à des conditions de réalisation et à des prix plafonds.

6.8.3.

La formulation de ces modifications par l'acheteur donne lieu à l'établissement d'un acte modifiant le marché.

6.9. Documents à produire en cours d'exécution du marché

6.9.1. Titulaire établi en France

Conformément à l'article D8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) le numéro unique d'identification prévu par l'article L. 123-34 du code du commerce et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (numéro SIREN) du candidat et des membres du groupement d'opérateurs économiques ;
 - b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - c) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

6.9.2. Titulaire établi à l'étranger

Conformément à l'article D8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- 1° Dans tous les cas, les documents suivants :
 - a) un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
 - b) un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de

la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- c) pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés supra sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

6.10. Réparation des dommages

6.10.1.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG/FCS, les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la personne publique par le titulaire du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par la personne publique, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de la personne publique.

6.10.2.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par la personne publique au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

6.10.3.

Le titulaire garantit la personne publique contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel, y compris contre le recours des voisins.

6.11. Assurances

6.11.1.

Conformément aux dispositions de l'article 9.1 CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

6.11.2.

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du CCAG/FCS ou CCAG/PI, il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité de la garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 7. SOUS-TRAITANCE DE PRESTATIONS

Sans objet.

ARTICLE 8. LIVRABLES

Les livrables sont décrits ci-dessous et à l'article 5 du CCTP n°DAF_2025_000508.

Description	Délais (en jours ouvrables)
Matériels installés	À compter de la date de notification + 30 jours
Bordereau de livraison de la prestation	À compter de la date de notification + 30 jours
Documentation de mise en œuvre et de maintenance	A l'issue de l'installation du matériel
Mise en place de la garantie initiale	À compter de la date d'installation + 1 jour
Formation	A l'issue de l'installation (J0 à J+72h)
PV de formation	A l'issue de la formation
Intervention pour indisponibilité	8 jours ouvrables maximum à/c de la date de notification du courriel de saisine (cf art. 4.3 du CCTP)
Fiche d'incident signée (cf. annexe n°3 du présent CCTP) pour intervention.	72h à/c de la date d'envoi de la fiche incident complétée (cf art. 4.4 du CCTP)
Intervention suite à l'appel à la garantie initiale	8 jours ouvrables maximum à/c de la date de réception du signalement de l'incident par le titulaire

ARTICLE 9. OPÉRATION DE VÉRIFICATION – ADMISSION

9.1. Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG/FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le service en charge du suivi et du contrôle de l'exécution du marché désigné à l'article 5.1.2.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG/FCS, le délai imparti au service en charge du suivi de l'exécution du marché désigné à l'article 5.1.2 pour procéder aux opérations de vérification est de 15 jours à compter de la livraison du dernier livrable du lot de livraison.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS, le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

9.2. Admission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, l'autorité chargée de prononcer l'admission sans réfaction ni ajournement ni rejet des prestations est le service mentionné à l'article 5.1.2. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à compter de la livraison.

9.3. Ajournement

Conformément à l'article 30.2 du CCAG/FCS, l'acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée.

Par dérogation à l'article 30.2 du CCAG/FCS, la décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur les prestations mises au point dans un délai qu'elle fixe.

9.4. Réfaction

Il est fait application de l'article 30.3 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG FCS, si le titulaire ne présente pas d'observations dans un délai de quinze jours suivant la décision d'admission avec réfaction, il est réputé l'avoir acceptée. Si le titulaire formule des observations dans ce délai, l'acheteur dispose ensuite d'un délai d'un mois pour lui notifier une nouvelle décision.

9.5. Rejet

Il est fait application de l'article 30.4 du CCAG FCS.

ARTICLE 10. MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ

Le marché est conclu aux prix définitifs précisés à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

10.1. Contenu des prix

Les prix comprennent toutes les charges fiscales ainsi que toutes les sujétions liées à l'exécution des prestations telles que :

- conditionnement, emballage, manutention ;
- assurance ;
- transport jusqu'au lieu de livraison ;
- mise en service.

10.2. Type des prix

Le marché est traité à prix forfaitaire.

10.3. Variation des prix

Les prix sont fermes actualisables.

10.4. Actualisation des prix

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG/FCS, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date de signature de l'acte d'engagement par le titulaire et la date de début d'exécution des prestations, les prix sont actualisés à l'aide de la formule suivante :

$$P1 = P0 \times [Im-3 / I0]$$

Dans laquelle :

- P1 = prix actualisé ;
- P0 = prix initial du marché/de l'accord-cadre ;
- I0 = valeur de l'indice publié au mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire ;
- Im-3 = valeur de l'indice publié trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Actualisation provisoire

Aucune actualisation n'est effectuée avant la publication de l'index définitif correspondant au mois " n ". En conséquence l'actualisation est faite en une seule fois et intervient sur le premier acompte ou sur le premier règlement partiel définitif suivant la parution de l'index correspondant.

10.5. Unité monétaire

La monnaie du présent marché est l'euro.

10.6. Paiement de la TVA pour les prestations de services exécutées par un titulaire français.

Les prestations exécutées au titre du présent marché sont assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée au taux normal en vigueur lors du fait générateur.

10.7. Paiement de la TVA pour les prestations de service exécutées par un titulaire étranger

Le marché est établi hors taxes. Celles-ci seront payées directement par l'acheteur auprès de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

ARTICLE 11. CONDITIONS DE PAIEMENT

11.1. Avance

11.1.1. Calcul et montant de l'avance

Lorsque le montant initial du marché est inférieur à 50 000 € hors taxes et que le délai d'exécution est inférieur à deux mois, le titulaire ne peut bénéficier de l'avance prévue à l'article R. 2191-3 du code de la commande publique

Toutefois, conformément à l'article R. 2191-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la faculté de verser une avance au titulaire même dans les cas où elle n'est pas obligatoire

En application des dispositions de l'article R. 2191-3, du premier alinéa de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique et de l'article A.11.1 du CCAG/FCS, si le titulaire du marché accepte le versement de l'avance, il lui est versé, dans le délai maximum fixé à l'article 10.4 du présent document, une avance égale à 30 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

En application du troisième alinéa de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique

En application des dispositions de l'article R. 2191-5 du code de la commande publique, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

A cet effet, il devra cocher la case correspondante de l'article B4 de l'acte d'engagement.

11.1.2. Remboursement de l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché (acomptes ou règlements partiels définitifs). Il doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

11.2. Modalités de paiement

11.2.1. Définition des lots de liquidation financière

Les fournitures objet du présent marché constituent un lot de livraison et de liquidation financière assorti d'un paiement unique.

11.2.2. Acomptes et soldes

Toutes les prestations, qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché et ne font pas l'objet d'un règlement partiel définitif, ouvrent droit à acomptes.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Sur sa demande écrite, et après attestation par la personne chargée de constater l'avancement des prestations, le titulaire a le droit dans les conditions prévues aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique et 11.2 du CCAG/FCS ou du CCAG/PI) au versement d'acomptes.

Si le service en charge du suivi et de l'exécution du marché mentionné à l'article 5.1.2 observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, l'acheteur peut réduire le montant de l'acompte prévu contractuellement à la valeur de l'avancement réel des prestations. En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, l'acheteur peut suspendre le droit à acompte jusqu'à nouvel avancement des prestations correspondant à l'acompte suspendu.

Les acomptes doivent faire l'objet d'une demande de paiement dans les conditions prévues à l'article 10.3.1 du présent document.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

En application des dispositions de l'article R. 2191-22 du code de la commande publique, cette durée est rapportée à un mois lorsque le titulaire remplit les conditions et, pour les marchés de fournitures et de services, à la demande du titulaire.

11.2.3. Paiement du solde et règlements partiels définitifs

Le solde du lot de liquidation financière (acomptes et règlements partiels définitifs) est payé après réception de l'ensemble des prestations correspondantes.

11.3. Modalités d'envoi – contenu des demandes de paiement

Conformément à l'article 11.5.1 du CCAG/FCS, la demande de paiement intervient après la décision d'admission.

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique et à l'article 11.8 du CCAG/FCS, les titulaires de marchés conclus avec l'Etat transmettent leurs factures sous forme électronique. Cette obligation s'impose pour toutes les catégories d'entreprises.

Les factures papier seront retournées aux fournisseurs.

Conformément aux articles L.2192-5 et R.2192-3 du code de la commande publique, la transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue au moyen d'une solution mutualisée dénommée « Chorus Pro ».

Les modes d'émission et de réception des factures sous « Chorus Pro » sont de trois ordres :

1° Un mode portail : Ce portail est accessible à l'adresse internet suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>. Pour cette solution il est nécessaire, préalablement à la saisie des factures, de s'être déclaré auprès de l'AIFE. Les modalités sont indiquées sur le portail à l'adresse précitée. Pour déposer sa facture, le fournisseur devra disposer du numéro d'engagement juridique du marché ou de la commande ainsi que du code service exécutant.

2° Un mode flux (EDI) correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du fournisseur ou de son prestataire et l'application informatique Chorus. La transmission de flux s'effectue selon l'un des protocoles suivants : SFTP, PES-IT et AS/2, avec chiffrement TLS.

3° Un mode service (API), nécessitant l'implémentation dans le système d'information de l'entité publique d'un appel aux services mis à disposition par la solution Chorus Pro.

Toute autre procédure de transmission de factures dématérialisées par un fournisseur de l'Etat doit recevoir l'accord préalable du directeur général des finances publiques et du directeur du service à compétence nationale dénommé « Systèmes d'information budgétaire, financière et comptable de l'Etat ».

Chaque facture doit impérativement comprendre :

- les mentions obligatoires listées à l'article D.2192-2 du code de la commande publique :
 - la date d'émission de la facture ;
 - la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- les factures comportent, en application de l'article R. 123-221 du code de commerce, le numéro d'identité de l'émetteur de la facture attribué à chaque établissement ou, à défaut, à chaque personne inscrite ;
- **pour les marchés** : le numéro comportant dix chiffres, correspondant à l'engagement juridique (**n° EJ court indiqué dans le mail de notification**) ;
- le numéro d'identification du service en charge de l'exécution du paiement généré par l'application "Chorus": **D0975HB075** ;
- le numéro SIRET de l'Etat : **110 002 011 00044** ;
- la domiciliation bancaire imprimée sur la facture ou un relevé d'identité bancaire ou postal si celui-ci est différent des mentions figurant à l'acte d'engagement.

En cas de problèmes concernant le paiement des factures, le titulaire peut s'adresser au bureau finances de la sous-direction de préfiguration de l'agence ministérielle de gestion à l'adresse suivante : sga-sdpamq-bfin-fournisseurs.contact.fct@intra.def.gouv.fr

11.4. Délai global de paiement

Le délai global de paiement des sommes dues en exécution de marché est fixé à 30 jours maximum conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement peut être interrompu par l'acheteur dans les conditions prévues aux articles R. 2192-27 à R. 2192-30 du code de la commande publique, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou du sous-traitant admis au paiement direct, au bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et d'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux dispositions des articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Conformément à l'article R. 2192-15 du code de la commande publique, la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur correspond :

1° Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé (EDI), à la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture ;

2° Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Point de départ du délai de paiement des avances.

En cas de versement d'une avance, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations qui correspondent à l'avance si un tel acte est prévu ou, à défaut, de la date de notification du contrat.

Point de départ pour les délais de paiement.

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur. Toutefois, conformément à l'article R. 2192-17 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de décision d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

11.5. Cession et nantissement de créance

Le titulaire peut être admis au bénéfice du régime institué par les articles R. 2191-45 à R.2195-63 du code de la commande publique concernant la cession ou au nantissement des créances. La personne habilitée à fournir les renseignements visés à l'article R. 2191-60 du code est l'acheteur.

ARTICLE 12. PÉNALITÉS

12.1. Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, le titulaire encourt, lorsque les délais contractuels des livrables mentionnés à l'article 8 du présent document sont dépassés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Le titulaire est informé du montant des pénalités qu'il encourt par un courrier avec accusé de réception du bureau finances de la sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion. Le titulaire peut présenter des observations à l'acheteur dans un délai de deux mois à compter de la réception de ce courrier. A défaut de réponse, l'application des pénalités est réputée acceptée.

Cette pénalité est calculée par application de la formule :

$$P = V \times R / 500$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité ;
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant du lot de liquidation financière concerné, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA ;
- R = le nombre de jours de retard (en jours calendaires).

Cette pénalité n'est pas applicable dans le cas où ce retard serait imputable à la personne publique.

12.2. Pénalités pour indisponibilité dans le cadre de la garantie

Par dérogation à l'article 14.2.5 du CCAG/FCS, les pénalités pour indisponibilité commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder une mise en demeure, à compter du lendemain de l'envoi de la fiche incident plus 8 jours ouvrables (cf. Art. 8-Livrables) et jusqu'à la remise en état effective du matériel.

La remise en état effective du matériel doit-être matérialisé par la signature de la fiche d'incident par la formation détentrice.

Ces pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

- **10% du montant HT du matériel audio-vidéo indisponible chiffré au bordereau de prix unitaire (BPU), par jour de retard ;**

Les pénalités pour indisponibilité donnent lieu à un titre de perception pour paiement de ces pénalités.

ARTICLE 13. GARANTIES

Aucune retenue de garantie financière ne sera appliquée à ce marché.

ARTICLE 14. CONFIDENTIALITÉ – MESURES DE SÉCURITÉ

14.1. Confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG/FCS.

14.2. Dispositions relatives à l'accès aux emprises

14.2.1. Conditions d'accès aux locaux de la personne publique

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance que certains lieux d'exécution sont affectés à l'autorité militaire ou placés sous son contrôle.

14.2.1.1. Conditions d'accès au site pour les personnes physiques

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès par la personne publique. Informations des personnels concernés : le titulaire s'engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d'accéder aux locaux de la personne publique visés ci-dessus :

- * qu'ils sont susceptibles, de faire l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant ne sont incompatibles avec l'accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours.

- * qu'ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Les éléments nécessaires à la réalisation de cette enquête administrative devront être communiqués par le titulaire dans le délai qui lui sera indiqué par l'autorité contractante. Le titulaire ne peut prétendre, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix dans le cas où cette autorisation d'accès serait refusée ou ne serait accordée que tardivement faute d'avoir respecté les prescriptions énoncées ci-avant.

Le titulaire s'engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès.

14.2.1.2. Conditions d'accès au site pour les véhicules

Les véhicules de livraison de biens ou de marchandises et les véhicules de service du titulaire et de ses sous-traitants seront systématiquement soumis à une inspection visuelle par les opérateurs de la société d'accueil-filtrage-gardiennage assurant la sécurité du site.

14.2.2. Disposition relatives à un terrain militaire

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance que certains lieux d'exécution sont affectés à l'autorité militaire ou placés sous son contrôle et constituent des terrains militaires.

14.2.2.1. Dispositions générales

Seuls peuvent accéder au site les personnels ayant fait l'objet d'une autorisation d'accès transmise par écrit au titulaire par l'officier de sécurité du service désigné à l'article 5.1.2 (il convient ici de faire référence au service en charge du suivi de l'exécution des prestations ou à l'officier de sécurité compétent) du présent document. Cette autorisation requiert le respect des mesures mentionnées ci-dessous.

14.2.2.2. Informations des personnels concernés

Le titulaire s'engage à informer les personnels devant participer aux prestations du présent marché ayant besoin d'accéder au terrain militaire visé ci-dessus :

- qu'ils sont susceptibles, de faire l'objet d'une enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant ne sont incompatibles avec l'accès envisagé, et pouvant donner lieu à consultation des traitements automatisés des données personnelles mentionnées à l'article 230-6 du code de procédure pénale, y compris pour les données portant sur les procédures judiciaires en cours.
- qu'ils devront se conformer strictement au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.

Le titulaire s'engage à ne présenter sur le site que des personnels appartenant à son entreprise ou à un sous-traitant qui auront été préalablement fait l'objet d'une autorisation d'accès.

ARTICLE 15. RÉSILIATION DU MARCHÉ

15.1. Résiliation du marché

L'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant l'achèvement de celles-ci par une décision de résiliation du marché conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS.

En complément de l'article 41 du CCAG/FCS, lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du code de la commande publique ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour faute du titulaire pour ce motif et sans mise en demeure préalable, sauf dans le cas où le titulaire fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce, et à condition qu'il ait informé sans délai la personne publique de son changement de situation.

- **Résiliation aux frais et risques**

Conformément à l'article 45 du CCAG/FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

ARTICLE 16. RÈGLEMENT AMIABLE DES LITIGES – RECOURS

16.1. Recours gracieux

Conformément au chapitre 8 du CCAG/FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

16.2. Règlement amiable des litiges et des différends

Tout litige ou différend survenant à l'occasion d'un marché peut être soumis par l'opérateur économique titulaire au service acheteur. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation. Le titulaire peut contacter le médiateur des entreprises du ministère des armées à l'adresse suivante : minarm.mediateur-entreprises.fct@intradef.gouv.fr

Le titulaire est incité à soumettre tout différend qui l'oppose à l'acheteur à un comité consultatif de règlement amiable des différends, dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique et à l'article 46 du CCAG/FCS.

16.3. Recours contentieux

Le présent marché est soumis au droit administratif français et les juridictions administratives françaises sont seules compétentes pour connaître de ses litiges.

Conformément aux dispositions l'article R. 312-11 du code de justice administrative, tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent marché est de la compétence exclusive du tribunal administratif du lieu d'exécution prévu du marché.

ARTICLE 17. DROIT ET LANGUE APPLICABLES AU PRÉSENT MARCHÉ

17.1. Droit applicable

La loi française en vigueur est la seule applicable au présent marché.
En cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents.

17.2. Usage de la langue française.

Les dispositions de la loi n°94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française ainsi que celles de la circulaire du Premier ministre du 6 mars 1997 relative à l'emploi du français dans les systèmes d'information et de communication des administrations et établissements publics de l'Etat s'imposent au présent marché.

De ce fait, tout rapport, toute documentation et toute correspondance relative au présent marché doivent être rédigés en français.

Concernant les modes d'emploi :

Cette circulaire précise que conformément à l'article 2 de la loi n°94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, les modes d'emploi des équipements et des logiciels mis à disposition des agents publics doivent être rédigés en français.

La circulaire d'application du 19 mars 1996 énonce l'obligation d'utiliser la langue française pour les modes d'emploi, qu'ils soient accessibles sur papier ou sur écran.

Ces modes d'emploi doivent être compréhensibles et les indications y figurant doivent permettre aux agents de faire appel à toutes les fonctionnalités du produit.

ARTICLE 18. DÉROGATIONS.

L'article 6.1.4.2 du présent CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG/FCS.

L'article 9.1 du présent CCAP déroge aux articles 27.1, 27.3, 28.2 du CCAG/FCS.

L'article 9.2 du présent CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG/FCS.

L'article 9.3 du présent CCAP déroge à l'article 30.2 du CCAG/FCS.

L'article 9.4 du présent CCAP déroge à l'article 30.3 du CCAG/FCS.

L'article 12.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG/FCS.

L'article 12.2 du présent CCAP déroge à l'article 14.2 du CCAG/FCS.